

Nous avons en outre créé un Fonds de coopération politique dans le cadre de notre Programme d'assistance à l'Europe centrale et de l'Est. Ce fonds servira à accorder des subventions et des contributions visant à favoriser le dialogue et la coopération avec ces pays afin d'encourager les institutions démocratiques, le pluralisme politique, la règle de droit et le respect des droits de la personne.

Au cours de la dernière année seulement, le Canada a contribué à la tenue d'élections en Roumanie, en Bulgarie et en Tchécoslovaquie. Nous avons envoyé en Namibie des observateurs et une centaine d'agents de la GRC pour assurer la stabilité de ce pays dans son cheminement vers la démocratie. Nous aidons aussi le Bénin qui est en train de se défaire du totalitarisme. Nous avons accepté en principe de participer à une mission d'observateurs du Commonwealth au Guyana et avons envoyé, par l'intermédiaire du Commonwealth, des observateurs aux élections qui ont eu lieu en Malaisie le mois dernier. Nous avons participé aux efforts de l'OÉA et des Nations Unies au Nicaragua et nous travaillons avec ces deux organisations en vue des prochaines élections en Haïti. Enfin, nous sommes prêts à aider les Nations Unies à bâtir la démocratie dans le Sahara occidental et au Cambodge.

Ces activités ont trait aux élections. Mais nous dispensons d'autres genres d'aide à caractère moins logistique. En Afrique du Sud, nous tentons de contribuer à l'implantation d'une démocratie multiraciale. Les compétences canadiennes sont offertes à toutes les parties mais, question d'équilibre entre les forces en présence, nous fournissons une aide financière à la majorité noire pour des travaux de recherche, de consultation et d'élaboration en vue d'une constitution. Nous secondons également un projet de recherche de deux ans sur l'élaboration d'une constitution dans une Afrique du sud post-apartheid; c'est un professeur canadien de criminologie qui dirige le projet.

Il existe d'autres domaines où il convient de faire la promotion des droits de la personne et du développement démocratique.

L'alphabétisation en est un. Le fait de savoir lire et écrire permet de mieux participer à la vie politique et économique. Le Canada est déjà actif dans ce secteur et il continuera de l'être, notamment pour ce qui est des femmes et des enfants, qui sont les principales victimes de l'analphabétisme.

La liberté de presse offre un autre champ d'action. Une presse indépendante est un facteur important dans la lutte contre la corruption et les violations des droits de la personne et dans la défense de la liberté de presse et d'association. Par le passé, le Canada a accueilli des journalistes en provenance de nombreux pays en développement. J'estime qu'il y a place pour de